

Résolution sur l'utilisation des technologies numériques au profit d'une agriculture durable

Québec (Québec) | 5-10 juillet 2018

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Québec du 5 au 10 juillet, sur proposition de la Commission de la coopération et du développement,

- SE RÉFÉRANT** au rapport intitulé « *L'utilisation des technologies numériques au profit d'une agriculture durable* », examiné lors des réunions de la Commission de la coopération et du développement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Rome en mai 2018 et à Québec en juillet 2018;
- RAPPELANT** Que, dans le monde, au moment actuel, au moins un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, qu'une personne sur neuf est sous-alimentée et que, d'ici 2080, des millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim;
- SOULIGNANT** Que le secteur agricole, les personnes qui en dépendent ainsi que la sécurité alimentaire mondiale sont particulièrement affectés par les changements climatiques qui accroissent leur vulnérabilité;
- NOTANT** Que les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que le changement d'affectation des terres, sont actuellement responsables du cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre;
- RECONNAISSANT** Que, pour faire face aux défis liés à l'élimination de la faim et de la pauvreté dans le monde ainsi qu'à la stabilisation du climat mondial, les systèmes alimentaires et agricoles du monde doivent subir une transformation profonde;
- SOULIGNANT** Que l'agriculture numérique peut permettre d'augmenter la productivité à la ferme, d'améliorer la transparence du marché et la logistique tout au long de la chaîne d'approvisionnement;
- RAPPELLE** Que l'accès aux technologies de communication, notamment Internet et le réseau téléphonique mobile, à des infrastructures électriques, et à un réseau de transport de qualité constituent un préalable nécessaire au développement de l'agriculture numérique;
- RAPPELLE** Que la couverture du réseau de téléphonie mobile et la couverture Internet sont inégales d'une région du monde à l'autre, que l'intensité de l'utilisation d'Internet n'est pas homogène dans l'ensemble des territoires et qu'il existe une fracture numérique au sein des populations en fonction de l'âge, du niveau de richesse, du sexe et de la région, qui crée des obstacles pour les agriculteurs;
- SOUTIENT** Que l'éducation est essentielle pour permettre aux acteurs de s'approprier les outils numériques et que ces derniers constituent en retour des outils de formation important pour les agriculteurs;

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, sur proposition de la Section canadienne

- CONCLUT** Que l'agriculture numérique offre des solutions prometteuses pour permettre d'améliorer la production agricole tout au long de la chaîne de production et de répondre aux enjeux futurs de sécurité alimentaire, de lutte contre les changements climatiques et de préservation des ressources hydriques;
- APPELLE** les États à adopter des lois et mettre en place des programmes, politiques et initiatives favorisant le développement de l'agriculture numérique;
- PROPOSE** aux États de se concentrer sur le problème de l'accès aux technologies numériques en adoptant des lois et en mettant en place des programmes, politiques et initiatives favorisant l'accès des agriculteurs aux technologies de l'information et à la formation à l'utilisation de ces technologies;
- APPELLE** les parlementaires francophones à légiférer de façon à mettre en œuvre des politiques favorisant une agriculture numérique, et à demander des comptes à leurs gouvernements respectifs afin qu'ils agissent en ce sens;
- INVITE** les États et l'Organisation internationale de la Francophonie à évaluer les opportunités de coopération internationale en matière d'agriculture numérique;
- SUGGÈRE** aux parlementaires, comme demandé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de créer dans leurs pays respectifs un Front parlementaire pour vaincre la faim et la malnutrition;
- ENCOURAGE** les États et gouvernements de l'OIF à prendre diverses mesures pour prévenir le gaspillage alimentaire.